



# OUI à une EUROPE et à un monde SUBSIDIAIRES

**D**epuis 2005 rien de nouveau... on se passera de notre consentement sur un texte fondateur de leur Europe...

Nous, Français, fûmes les premiers – face aux *ouitistes* menottés – à interjeter un « NON » entre la sentence et l'exécution du projet de constitution européenne que l'establishment nous intimait d'approuver sous peine d'un cataclysme irréparable... en pure perte...

Malgré l'énorme pression psychologique, dont nous subissons encore la morgue, nous avons opposé un refus, si ce n'est clair du moins net, au texte qui devait sceller une Europe concoctée pour le marché, les marchands et leurs suppôts, mais non pour nos personnes, nos familles, nos métiers... La majorité du peuple français a estimé avec bon sens que ce texte pernicieux allait à l'encontre de notre bien commun, et qu'il était à l'évidence destiné – non à prolonger nos villes et villages, nos régions et cantons, nos patries, nos nations et nos États – mais à les supplanter. "Ils" ne nous consulteront donc plus directement sur le sujet...

Sous le prétexte – légitime – d'établir un cercle supplémentaire entre les peuples d'Europe et le Monde devenu le village planétaire avec lequel nous sommes désormais en contact vir-

tuel quotidien... on a voulu faire sauter le verrou "Nations", laissant les personnes et les communautés qu'elles constituent... seules et sans défense, diluées dans un vaste conglomerat au contour flou...

Par ce refus, le peuple français a donc également dit « non » à ceux qui ont tenté de faire passer en force et en vrac tout un attirail de dispositions destinées à établir les conditions de la mise en place d'un *totalmondialisme inavoué*, dont les supporters inconditionnels eux-mêmes – trop absorbés à préserver leur carrière, leurs revenus, les honneurs et les diverses prébendes que distribuent, contre leur soumission, ceux qui les manœuvrent – ne soupçonnent certainement pas les conséquences.

## « Non » au totalmondialisme, et à la société de "consumation" (1)

Or, ces marionnettistes ne se contentent pas de mépriser la décision de la majorité ; non seulement ces *ouitistes* forcenés sont toujours en place, mais ils narguent les électeurs. Ce sont en effet encore et toujours eux qui détiennent en exclusivité les plumes et les micros ; et, cerise sur leur gâteau empoisonné, le front du refus –



majoritaire – ne figurera pas d’une manière significative dans le nouvel aréopage... on a pris ses dispositions pour cela... et *le canard à la tête désormais coupée* court toujours !

Depuis, l’establishment barbote et fait en sorte que ce soit « oui » quand même... en attendant de déceler les désirs – qui seront des ordres – de ceux qui auraient évidemment préféré voir leurs alliés, et néanmoins concurrents, rassemblés dans la clairière plutôt que disséminés dans la forêt... Plus leurs compétiteurs seront obèses, hétérogènes, dispersés et désorganisés, plus ils seront vulnérables, et plus aisé sera – le moment venu – l’obtention de leur soumission... à *leur* ordre mondial qui se met en place.

Aucune personne sensée ne peut plus nier la nécessité d’une certaine organisation d’une certaine Europe et du monde ne sera-ce qu’à cause des progrès prodigieux des moyens de communication... mais ce ne sont certainement pas celle qui se manigance... Par ce refus hétéroclite, personne n’a cependant dit « non » au principe d’une certaine Europe, mais a refusé celle qui se prépare. Car, ce n’est un secret pour personne, avec *cette* Europe – répétons-le – c’est un *totalmondialisme* – *inavoué* –, dont nous ne voulons pas davantage, *qui se met en place*.

Derrière l’apparente recherche d’une Europe indépendante et forte, en effet, ce n’est pas une organisation *subsidaire* du monde qui se profile, mais une dictature *totalmondialiste* – donc totalisante – à la tête de laquelle beaucoup soupçonnent les intentions hégémoniques de ceux qu’ils nomment imprudemment “les Américains”, alors qu’il s’agit de ceux – prédateurs apatrides d’une nouvelle espèce – qui, de là-bas – demain, peut-être d’ailleurs – projettent de faire main basse sur la planète, et, pour cela, s’escriment à égaliser les producteurs et les consommateurs de tous les pays de part et d’autre de la mangeoire dont – en sous-main – ils manœuvreraient seuls les vannes dispensatrices du *minimum vivere*. À l’évidence, cette *domination* ferait des peuples les *dimphis* du « grand capital anonyme et vagabond »...

## Homme-hypothèse et réalités rêvées

Les hommes se sont toujours entourés de cercles destinés à *les contenir*, à les **protéger** et à **communiquer**. Des territoires claniques, ils en sont venus à former des territoires composites que leur Histoire commune a lentement transformés en **Patries**, puis en **Nations**... toutes deux unies par leurs **États**.

Sans doute le moment est-il venu d’ajouter un cercle supplémentaire : un palier, un étage, un niveau... probablement ultime, avant celui contenant l’humanité entière... auquel, selon l’indispensable et universelle loi de **subsidiarité**, il ne restera que peu d’attributions et de prérogatives... **celles qui dépassent les domaines et les compétences de ses parties et qui cependant les concernent toutes**.

Pour ce faire, l’erreur tragique est de réitérer, en plus grand, les erreurs du passé récent : c’est-à-dire mettre en place, dans ce nouvel ensemble, les conditions favorisant les oppositions, les luttes et les envies pour arriver à un grand bazar fourmillant de conflits, aussi bien à l’intérieur, qu’à l’extérieur. En supposant leur bonne foi – mais rien n’est moins sûr –, ce qui semble totalement manquer aux analyses qui président à la conception et à la mise en place de leur projet à caractère totalitaire, c’est tout simplement le souci du bien commun des peuples. De plus, comme il est de règle chez les idéologues, les leçons de l’Histoire des hommes leur sont, soit étrangères, soit objet de tripatouillages... car, ils n’ont pas compris qu’un **progrès est toujours issu !**

À l’évidence, un **homme hypothèse** et des **réalités rêvées** président à l’élaboration de *leur* Europe... Un solide sens des réalités et du bien commun aurait exigé plus d’humilité, de patience et de prudence. Or, ces vertus sont précisément au cœur du concept de **Subsidiarité** dont se servent cependant les instances européennes... mais pour en inverser les pôles !

## “Oui” à une organisation subsidiaire de l’Europe et du Monde

Une organisation “subsidiaire” commence par le bas ; chaque cercle, palier, étage, strate ou instance... postule le suivant, qui, loin d’en absorber la substance, le prolonge et le complète en prenant en charge ce que le niveau précédent ne peut assumer seul. Et ainsi de suite, jusqu’à former, non une juxtaposition d’isolats, mais un ensemble cohérent, souple et vivant. Entre chaque élément constitutif de l’ensemble, une collaboration, une respiration, une palpitation faite d’allers et retours vivifiants... forment, informent et transforment, non une chaîne rigide et froide, mais un ensemble dynamique et fécond...

De nombreux écueils sont alors à éviter :

- *l’inversion du processus...* Tout part d’en haut... et chaque étage se défausse sur l’échelon inférieur de ce qu’il ne veut pas assumer... Dans ces conditions, il est aisé de comprendre dans quelle situation se retrouvent ceux *d’en bas...*, ici les Etats-membres réduits à gouvernance, c’est-à-dire à la gestion des conflits et des crises.

- *rendre les échanges binaires, dialectiques donc conflictuels* par la transformation systématique des duos en duels – le courant va de haut en bas, et considère les “retours” comme devant alimenter les luttes... – et pour cela procéder à :

- *l’élimination des intermédiaires véritables ;* ce qui conduit à une mise en posture *d’immédiateté entre ceux d’en haut et ceux d’en bas (selon leurs critères)* c’est-à-dire en situation de duel permanent. Ainsi se crée le climat de haine-envie que nous ne connaissons que trop, qui transforme nos sociétés en champ de bataille..., et postule...

- *...le remplacement des intermédiaires naturels par des agents-transmetteurs...* véritables émanations des pouvoirs et des contre-pouvoirs, qui – en lieu et place des ententes, des accords, des compromis... – orientent et renforcent les conflits considérés comme **la** manière inéluctable, et finalement bénéfique, de vivre en société...

- *et la réduction à deux pôles des trois composants de ce qu’il était convenu de nommer le civilisationnel* – c’est-à-dire de l’ensemble po-

litique (économique et social) et religieux relié par l’intermédiaire de ce que, faute de mieux, nous qualifierons de culturel... –, après avoir, au nom du dogme de *leur* laïcité absolutiste, relégué dans la zone privée la composante “religieuse”, désormais interdite de Cité.

...Autant de manières de subvertir ou de pervertir l’ordre *subsidiaire*.

Une vision réaliste de l’homme véritable et de l’ordre des choses eût présidé à une tout autre démarche... celle qui doit d’ores et déjà être mise en œuvre afin d’assurer le sauvetage, non de ‘notre’ mais de ‘la’ Civilisation... qui ne s’amorcera qu’après éclosion d’une élite véritable des *intermédiaires authentiques... cœur des trois ordres, politique et religieux relationnés par le moyen-terme du culturel...*

### Union ou Unité

Le triptyque – la fonction politique – *Patrie-Nation-État* incarne la dynamique de ceux qui veulent s’unir pour résoudre les problèmes qu’ils ont en commun. Le phénomène ainsi constitué a la *Patrie* pour *tenant*, la *Nation* comme *aboutissant* – deux pôles réunis et animés par le *moyen-terme de l’État...*

...Sachant que l’Europe, aussi légitime soit-elle, n’a pas pour vocation à se substituer à ces ensembles qu’elle se donne (ou devrait se donner) pour mission, non de coiffer ou de fédérer d’emblée, mais, dans un premier temps, de réunir en une sorte de club destiné à faciliter l’obtention d’un nombre limité d’objectifs communs. L’organisation bien conçue de l’Europe, et celle du monde, devrait être le résultat d’une entente, d’un accord, d’une *union* entre les peuples qui ont une géographie, des objectifs et... une âme commune, en vue de leurs intérêts communs... ni plus, ni moins.

La transformation d’une *union* en *unité* ne se décrète pas ; l’histoire des peuples en décide ! Si l’Europe doit y tendre, rien ni personne – exceptions faites des utopistes – n’autorise à prendre les devants...

En attendant, pour sceller l’union et préparer l’unité, un texte de quelques paragraphes ferait l’affaire. Ce texte fondateur aux termes clairs et

très ouverts – après avoir pris acte du bien fondé de son établissement – se contenterait d'énoncer la finalité et les principaux objectifs de cette phase *intermédiaire* dans l'organisation du monde... Un tel texte n'ambitionnerait rien de plus qu'une entente *minimale* dans le but d'assurer les meilleures conditions possibles aux relations de tous ordres entre les peuples unis géographiquement et culturellement. L'acte fort que constituerait un tel projet ne devrait donc ni poser d'insurmontables problèmes de formulation, ni diviser les membres constituants. Heureux présage pour les ententes futures !

En annexe, et en complément du *Décatalogue* – version écrite de la loi gravée au cœur de chacun, qui s'adresse donc à tous –, une « *reconnaissance des principaux droits des hommes et des peuples* » devrait être **explicitement adressée aux pouvoirs...** et non *déclarée* de telle manière que ces devoirs soient perçus comme une émanation d'on ne sait quel pouvoir culturel transcendant les «déclarant» aux peuples... qui en sont, non *les récipiendaires*, mais *les bénéficiaires* ! Alors, une référence à nos origines chrétiennes, serait sans doute la bienvenue... (2)

À ce texte pourrait également être annexé, un document de travail et d'orientation, éventuellement inspiré de celui rejeté... mais largement revisité... et réorienté en fonction de nouveaux objectifs.

Ainsi, l'union ainsi constituée serait représentée par l'aréopage des chefs d'État, à leur tour représentés..., et dont les prérogatives subsidiaires seraient soigneusement limitées...

### **Pas une Patrie, pas une Nation donc pas un État...**

Qui refuserait un texte "*pétition de principes*" que les générations montantes auraient pour tâche de mettre en pratique et en jurisprudence au fur et à mesure des besoins et des expériences acquises ? Lorsqu'une certaine homogénéisation politique, économique et sociale des peuples sera atteinte, respectueuse de la diversité des parties constituantes et compte tenu des limites de la solidarité... il sera peut-être souhaitable, mais cela n'est pas certain, d'envisager une unité

plus grande...

La finalité n'est pas « *toujours plus d'Europe* », mais de lui trouver sa juste place. Ses objectifs sont liés à l'intérêt commun, ils ne consistent pas dans une fuite en avant de *toujours plus* de croissance, de consommation, de consommation, de combustion... qui sont en contradiction flagrante avec les hypocrites formules serinées, lorsque cela leur convient par ceux de l'establishment ; tels « le *principe de précaution* » ou « le *développement durable* »... qui à l'évidence ne visent pas nos intérêts mais les leurs. Faisons-les nôtres, et considérons-les comme nos exigences... y compris pour la prise en compte de l'Europe et du Monde.

Alors seront établies dans les nations les conditions de la mise en synergie des composantes des trois domaines que sont le *politique* et le *religieux* réunis par l'intermédiaire du *culturel* aux soins d'une élite véritable... prélude à l'établissement empirique des deux derniers étages organisateurs de l'ensemble des peuples de la terre.

Ainsi, au-delà de la diversité des formes prises par les civilisations, la Civilisation – ce bien commun des nations – aura trouvé sa source ; et les conditions d'un minimum d'harmonie entre les hommes seront réunies.

Michel Masson

(1) "*Consumation*", de consumer : faire dépérir... détruire peu à peu quelque chose, dans sa substance...

(2) Ce qui exclue la possibilité que soit inclus dans l'ensemble européen d'autres projets civilisationnels. Ainsi l'Islam, qui est d'abord une *idéologie politique*. Une appartenance islamique rend une intégration dans un autre ensemble civilisationnel ni possible, ni souhaitable. Seuls les musulmans en tant que personnes devraient pouvoir prétendre à être européens. Pourquoi, entre, chercher une intégration à tout prix et l'exclusion, ne pas envisager d'étendre le statut de "résident" (étranger), et les institutions (autonomes) qui vont avec (protection sociale et assistance médicale...)? Cela permettrait une cohabitation, si ce n'est harmonieuse, du moins respectueuse des «autres"... premier pas vers une éventuelle intégration...